

Petru mendie à Lausanne depuis 4 ans. Il témoignera ce soir lors d'une table ronde

«Ce n'est pas un choix»

SOPHIE DUPONT

Précarité ► Dans l'appartement de Véra Tchérémissinoff, présidente de l'association Opre Rrom, Petru boit un café turc avant de partir faire la manche. Le mur de l'étroite cuisine est recouvert de dessins de maisons faits par des Roms de passage dans l'appartement: «Construire une maison en Roumanie, c'est notre rêve», soupire Petru, qui faute de trouver un emploi, mendie dans les rues de Lausanne. Il témoignera ce soir à la Datcha, dans le cadre d'une table ronde consacrée à l'interdiction de la mendicité (lire ci-contre).

Pour beaucoup de ses compatriotes, la construction d'une maison est une obsession, qui permet de tenir le coup lors des dures journées de froid dans les rues de Lausanne. Petru, qui arbore fièrement un t-shirt rouge à croix blanche, est installé provisoirement chez Véra Tchérémissinoff avec sa femme et sa fille de 5 ans, scolarisée dans le quartier. Depuis quatre ans, il fait des allers et retours entre la Suisse et la Roumanie. Et cela fait quatorze ans qu'il voyage: en Pologne, en Italie où il a tenté sans succès de se lancer dans une activité commerciale, ou encore en Allemagne.

Petru se sent à l'aise en Suisse. «Je connais le système et je me débrouille», assure-t-il dans un français fluide. Son objectif: trouver un emploi et réunir les fonds nécessaires pour s'offrir un logement décent en Roumanie. «J'ai un rendez-vous avec un fermier à la fin de l'année», se réjouit-il.

En attendant, il tend la main aux passants dans les rues lausannoises. «C'est un dépannage, tant que je n'ai pas de travail. Je n'ai pas le choix: si je ne fais pas la manche, de quoi vais-je vivre?» s'interroge-t-il.

Petru gagne entre 15 et 20 francs par jour, de quoi nourrir



Il reste moins de 30 jours aux référendaires pour récolter 6000 signatures contre l'interdiction de la mendicité. KEYSTONE

quotidiennement sa famille. Lala, sa femme, ne mendie plus depuis la naissance de leur fille. A son arrivée, le couple a dormi dans les lieux d'hébergement d'urgence puis trouvé refuge dans des appartements. «Depuis

que nous avons la petite, nous avons toujours passé la nuit au chaud», relève la jeune femme de 25 ans. Une partie de la famille de Lala vit dans son village natal au centre de la Roumanie, dans des conditions de logement très précaires. «Nous n'arrivons pas à les aider, il est déjà difficile de vivre ici», témoigne-t-elle.

L'association Opre Rrom soutient les Roms dans leurs démarches pour trouver un emploi. «Ils sont venus ici pour travailler et mendier faute de trouver autre chose», relève Véra Tchérémissinoff. Depuis juin 2016, la période transitoire pour la libre circulation des personnes en provenance de Roumanie et Bulgarie est terminée, facilitant théoriquement l'accès au marché du travail pour les Roms en provenance de ces pays. «Cela reste un parcours du combattant, à cause de préjugés tenaces, mais aussi parce que beaucoup n'ont pas été scolarisés», rapporte-t-elle. I



«Si je ne fais pas la manche, de quoi vais-je vivre?» Petru

POURQUOI JE MENDIE?

Dans le cadre du référendum contre l'interdiction de la mendicité, Opre Rrom organise une table ronde ce soir à 20h, dans le café culturel La Datcha. Des Roms témoigneront et des personnalités impliquées à Genève et à Lausanne donneront leur point de vue sur les effets d'une interdiction de la mendicité. S'exprimeront notamment Monica Battagliani, auteure de l'ouvrage *Roms en cité*, l'ancien municipal lausannois Marc Vuillemier, et des médiateurs interculturels. La soirée se terminera par un concert, avec le compositeur multi-instrumentiste Alexandre Cellier et des chanteurs Roms. ATS

LE RÉFÉRENDUM MENACÉ

Il reste moins de 30 jours aux référendaires pour récolter 6000 signatures contre l'interdiction de la mendicité et atteindre un total de 12 000. «Sauf un miracle, nous n'y arriverons pas», annonce Jorge Lemos, coordinateur du comité référendaire, déçu par le peu d'investissement des Verts et du Parti socialiste. Certaines associations engagées ont déjà baissé les bras, à l'instar de la fondation Mère Sofia, qui a renoncé à récolter plus de signatures. L'abandon du référendum n'est pas exclu. «Nous savions que nous le lancions avec peu de moyens. Nous aurons au moins amené un débat public», se résigne presque Véra Tchérémissinoff, d'Opre Rrom. SDT

Pas de renforts immédiats pour l'Office des bourses

Grand Conseil ► Les députés vaudois ont refusé d'accorder des renforts à l'Office cantonal des bourses d'études (OCBE) dans le cadre du débat budgétaire. Le problème sera étudié plus à fond par le biais d'une motion. L'office a cumulé d'importants retards dans l'attribution des bourses.

De gauche à droite de l'hémicycle, tous les groupes ont reconnu que la situation était préoccupante, voire inadmissible. Fin novembre, plus de 5000 étudiants n'avaient pas encore reçu de réponse à leur demande de bourse.

Pour «La Gauche», l'office est clairement sous-doté en personnel. La nouvelle loi sur les bourses a compliqué l'attribution de ces aides, qui prend plus de temps. De plus, le nombre de dossiers traités par collaborateur est beaucoup trop élevé. «Avec 1500 dossiers, il est plus du double qu'à Zurich», a relevé Christiane Jaquet-Berger qui a déposé un amendement d'un million de francs. «Cela ne peut pas continuer.»

Cette proposition a été repoussée par 71 voix contre 40 et 14 abstentions. Le PLR, l'UDC et les partis du centre l'ont refusée et une partie du PS s'est abstenue. La majorité du plénum a estimé qu'il ne fallait pas plonger dans le rouge un budget tout juste équilibré et qu'il valait mieux s'en tenir au «deal» du Conseil d'Etat.

Le dossier reviendra sur la table au travers d'une motion qui sera déposée par Julien Eggenberger (PS). Le problème sera étudié plus à fond, notamment la question du calcul du revenu déterminant qui donne droit aux bourses et la coordination entre les régimes sociaux. Le problème n'est pas occulté: c'est la voie raisonnable à suivre, ont fait valoir plusieurs députés.

Au nom du Conseil d'Etat, Anne-Catherine Lyon a rassuré. Le plan d'urgence annoncé fin novembre porte ses fruits. «Nous avons passé l'essentiel du cap de cette crise», a-t-elle déclaré. ATS

SWISS SPACE SYSTEMS

DEMANDE DE RÉVOCATION DE L'AJOURNEMENT DE FAILLITE

La société Swiss Space Systems (S3) basée à Payerne est en très mauvaise posture. La révocation de l'ajournement de faillite a été demandée devant la justice. La décision devrait tomber dans les jours à venir. «Oui, j'ai demandé la révocation», a déclaré l'agent d'affaires qui représente deux ex-employés de S3. Il revenait sur les informations de différents médias à propos de l'audience qui s'est tenue la veille devant le Tribunal d'Yverdon-les-Bains. Le patron de S3, Pascal Jaussi, ne s'est pas présenté mardi, laissant la place à sa femme et à sa sœur. L'Office des poursuites de la Broye-Vully a confirmé que dix nouvelles poursuites s'étaient encore ajoutées depuis l'audience de septembre. ATS

Depuis dix ans, les cadeaux solidaires ont leur marché

Lausanne ► Le Marché de Noël solidaire souffle ses dix bougies ce week-end.

C'est devenu une tradition du mois de décembre à Lausanne. Depuis dix ans, le Marché de Noël solidaire, dont Le Courrier est partenaire, prend ses quartiers au centre socioculturel Pôle Sud. Ce «vaste bazar» multiculturel offre au public l'occasion de dénicher des cadeaux d'ici et d'ailleurs, au profit d'associations actives dans le monde entier. Maxime Gindroz, chargé d'information de la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco), répond à nos questions.

Comment est né le Marché de Noël solidaire?

Maxime Gindroz: Il est né d'une rencontre entre la Fedevaco et Pôle Sud. Nous avons organisé un événement en marge de la Coupe du monde de football en 2006, avec des associations

actives dans les pays du Sud. Elles ont ensuite eu envie de maintenir un rendez-vous annuel, avant les fêtes de fin d'année. En 2007, la première édition a réuni une vingtaine d'associations. Elles sont environ quarante aujourd'hui.

Qu'est-ce qui fait la spécificité de ce marché de Noël?

Il y a en effet beaucoup de marchés de Noël! Pourquoi celui-ci est-il solidaire? Il permet d'une part à des associations de faire connaître au public leurs activités dans le monde et en Suisse à travers des objets ou des produits provenant des pays où elles sont actives. Mais cela reste avant tout un marché, où le public peut trouver des idées de cadeaux originales et solidaires, porteuses de sens.

Le public est-il toujours au rendez-vous?

Le Marché solidaire répond non



Le Marché de Noël solidaire offre l'occasion de dénicher des cadeaux, au profit d'associations actives dans le monde entier. PÔLE SUD / GREG NARBEL

seulement aux besoins des associations, toujours plus nombreuses, mais aussi du public qui est en constante augmentation. Il attire de nouvelles per-

sonnes, qui ne sont pas dans les réseaux habituels de la Fedevaco ou de Pôle Sud. Et le public joue le jeu. En 2007, la première édition avait permis aux asso-

ciations présentes de récolter 20 000 francs. L'an dernier, elles ont récolté au total environ 50 000 francs.

Cette dixième édition a-t-elle une couleur spéciale?

Nous avons voulu fêter cette dixième édition en musique, en partenariat avec le Romandje. Un duo de DJ – Les Diplomates – animera la soirée du samedi 10 décembre avec ses sonorités d'Amérique latine, d'Afrique ou encore des Caraïbes. Le marché offre un tour du monde en trois jours, il sera cette année accompagné par un tour du monde musical.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIO TOGNI

Marché de Noël solidaire, je 8, ve 9 (17h-22h) et sa 10 décembre (11h-20h), Pôle Sud, av. Jean-Jacques Mercier 3, Lausanne. Soirée DJ «La face B du Noël solidaire», avec Les Diplomates, sa 10 dès 23h au Romandje, place de l'Europe.